



## **CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DE SERVICES SUITE AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

### **ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

La Ville de Tarbes, représentée par Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Maire, dûment habilité par une délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2019,

Ci-après dénommée « la commune » d'une part,

**Et**

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées représentée par son président ou son représentant, dûment habilité par une délibération du Conseil communautaire en date du

Ci-après dénommée « la CA TLP » d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses article L. 5211-4-1 (L 5211-4-1-II et L 5211-4-1-IV) et D. 5211-16 ;

Vu les statuts de l'EPCI ;

### **PRÉAMBULE**

En application de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) et de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) sera compétente le 1<sup>er</sup> janvier 2020 en matière d'eau et d'assainissement sur le territoire communautaire.

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT**

## **ARTICLE 1 – OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

En application des articles L. 1321-1 à L. 1324-5 du Code général des collectivités territoriales, tout transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence, qui l'accepte.

La mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci. Il comporte également l'énumération des biens dont la commune reste propriétaire et gestionnaire au titre de ses compétences propres.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le transfert de compétence d'une commune à l'EPCI entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.

Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier.

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la CA TLP en date du 6 décembre 2019, l'avis du comité technique de la commune en date du xxxxxx, la commune met à la disposition de la CA TLP les services chargés de l'entretien du parc automobile et le service du contrôle des analyses dont elle dispose. Elle n'a pas pour objet la prestation de services car les services en question sont partiellement mis à disposition de la CA TLP au sens des articles L 5211-4-1 II et L 5211-1-IV du CGCT. Ils conservent leurs missions habituelles pour le compte exclusif de la commune concernée.

Par ailleurs, le contrôle et l'entretien des poteaux incendie et les avis techniques sur la défense incendie sont assurés par la régie des eaux de Tarbes et il est prévu, dans le cadre du transfert, que le service communautaire de l'eau et l'assainissement continue à assurer ces prestations pour la Ville de Tarbes.

### **1.1 - COMPOSITION DES SERVICES**

L'effectif des services mis à disposition partiellement est théorique ; il correspond à la transcription du tableau des effectifs en vigueur à la date de signature de la présente convention tel que joint en annexe.

Le service d'astreinte de la ville de Tarbes pourra être amené à intervenir sur ces zones en cas d'urgence (nuit, week-end, jours fériés) sans qu'une mise à disposition des agents concernés soit nécessaire.

La structure des services mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties. La présente mise à disposition partielle des services s'exerce, s'agissant du personnel, dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

## **1.2 - MISSIONS ASSUREES PAR LA VILLE**

### **1) Le service entretien du parc automobile**

Dans le cadre du transfert de compétence, il est prévu que le service Parc auto de la Ville de Tarbes continue à entretenir le parc automobile du service eau et assainissement pour l'ensemble des véhicules concernés (excepté pour l'hydro cureur).

Le temps de travail par le service parc automobile a été estimé à 800 heures selon un coût moyen de 30 €/h.

Les fournitures nécessaires à l'entretien des véhicules seront intégrées dans le coût refacturé à la CATLP.

Les grosses réparations des véhicules ne seront pas prises en considération dans le cadre de cet entretien des véhicules.

### **2) Le service du contrôle des analyses fait par le service Santé environnement**

Dans le cadre du transfert de compétence, il est prévu que ce service de la Ville de Tarbes continue à assurer les analyses faites pour le service de l'eau en sa qualité de distributeur d'eau.

Le temps de travail a été estimé à 455 heures selon un coût moyen de 30 euros

Les fournitures nécessaires à ces contrôles seront intégrées dans le coût refacturé à la CATLP.

## **1.3- MISSIONS ASSUREES PAR LA CA TLP**

### **1) Le contrôle et entretien des hydrants (poteaux et bouches incendie)**

Le contrôle et l'entretien des poteaux incendie sont assurés par la régie des eaux de Tarbes et il est prévu, dans le cadre du transfert, que le service communautaire de l'eau et l'assainissement continue à assurer ces prestations pour la Ville de Tarbes.

Le temps de travail a été estimé à 380 heures par an selon un coût moyen de 30 €/h.

Les fournitures nécessaires à ces contrôles et entretien des hydrants seront intégrées dans le coût refacturé à la Ville de Tarbes.

## **2) Les avis techniques sur la défense Incendie**

Les avis sur la défense incendie sont assurés par la régie des eaux de Tarbes et il est prévu, dans le cadre du transfert, que le service communautaire de l'eau et l'assainissement continue à assurer cette prestation pour la Ville de Tarbes.

Le temps de travail a été estimé à 50 heures par an selon un coût moyen de 30 €/h, coût refacturé à la Ville de Tarbes.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention prend effet le 1/01/2020 pour une durée indéterminée.

## **ARTICLE 3 – SITUATION DES AGENTS VILLE DE TARBES**

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de l'EPCI pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction sous l'autorité fonctionnelle du président de l'EPCI.

Ce dernier adresse directement aux responsables des services les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle l'exécution des tâches.

Le maire est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière) Le maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par l'EPCI.

Les modalités de fonctionnement entre la commune et l'EPCI seront définies dans un protocole d'intervention qui devra être établi d'un commun accord entre les parties et annexé à la présente dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) des agents mis à disposition continue de relever de la commune.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en annexe de la présente convention (annexe n° 1).

#### **ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Les modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe l'EPCI. La commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de l'EPCI si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

La commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités).

#### **ARTICLE 5 – MISE À DISPOSITION PARTIELLE DES BIENS MATÉRIELS**

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée, utilisés par les services mis partiellement à disposition, sont également mis à disposition de la CA TLP.

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de l'EPCI.

La commune tient une liste, révisable annuellement, des principaux biens acquis ou loués et mis à la disposition de l'EPCI, sans que cela entraîne obligation d'annexer cette liste aux présentes ni de passer un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 6 – SITUATION DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENNES**

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la commune pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la commune.

Ce dernier adresse directement aux responsables des services les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle l'exécution des tâches.

Le Président est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière) Le Président, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la commune.

Les modalités de fonctionnement entre l'EPCI et la commune seront définies dans un protocole d'intervention qui devra être établi d'un commun accord entre les parties et annexé à la présente dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) des agents mis à disposition continue de relever de l'EPCI.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en annexe de la présente convention (annexe n° 1).

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Les modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par l'EPCI, lequel prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe la commune. L'EPCI délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la commune si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

L'EPCI verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités).

## **ARTICLE 8 – MISE À DISPOSITION PARTIELLE DES BIENS MATÉRIELS**

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée, utilisés par les services mis partiellement à disposition, sont également mis à disposition de la commune.

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par l'EPCI, même s'ils sont mis à la disposition de la commune.

L'EPCI tient une liste, révisable annuellement, des principaux biens acquis ou loués et mis à la disposition de la commune, sans que cela entraîne obligation d'annexer cette liste aux présentes ni de passer un avenant à la présente convention.

## **ARTICLE 9 – PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE/REMBOURSEMENT**

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de la commune au profit de l'EPCI et vice-versa fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire horaire de fonctionnement des services, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en heures) constaté par la commune ou l'EPCI.

La détermination du coût unitaire prend en compte la prévision d'utilisation des services mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, (autres ...) à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Les dépenses de fourniture liées à l'exercice des missions des services mis à disposition sont rajoutées selon leur coût réel au frais de fonctionnement.

Le montant dû au titre de la présente convention sera acquitté par la CA TLP ou l'EPCI après émission par la commune ou de l'EPCI d'un titre de recettes selon le calendrier suivant :

- d'un premier versement à hauteur de 50% du montant forfaitaire intervenant au mois de juin ;
- d'un deuxième versement correspondant au solde du montant forfaitaire au mois de novembre sur présentation du rapport annuel prévu à l'article 7 de la présente convention.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire est porté à la connaissance de l'EPCI ou de la commune, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance de l'EPCI ou de la commune dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de l'EPCI ou de la commune qui devra souscrire toutes polices d'assurance nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

L'EPCI ou la commune assurera également en dommages tous les biens mis à disposition.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

## **ARTICLE 9 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La convention peut prendre fin de manière anticipée à la demande d'une des parties cocontractantes, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres

services, à l'issue d'un préavis de 6 mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque cesse la présente mise à disposition, pour un agent en particulier ou dans son intégralité, le ou les agents concernés par la compétence partielle transférée doivent faire l'objet d'un transfert automatique et de plein droit, dans leur statut et conditions d'emploi initiales, à l'EPCI ou la commune auquel la compétence a été partiellement transférée.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés à la commune ou l'EPCI pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la communauté, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

#### **ARTICLE 10 – LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Pau, dans le respect des délais de recours.

#### **ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINALES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, en \_\_\_\_\_ exemplaires.

Pour l'EPCI

(Signature/cachet)

Le Président

Pour la commune

(Signature/cachet)

Le Maire

**Gérard TREMEGE**